

Débat → Suite à la parution du livre *“Agriculture biologique : espoir ou chimère ?”*, un débat s'est tenu entre spécialistes, en marge du Salon de l'agriculture. Terres d'Ariège était présent pour vous retranscrire les éléments du débat.

Agriculture biologique : espoir ou chimère ?



Gil Rivière-Wekstein, Thierry Doré et Marc Dufumier à AgroParisTech.

L'agriculture biologique (AB) est-elle la solution aux problèmes rencontrés par les systèmes de production conventionnels ? C'est la question de fond du livre, et du débat qui s'est tenu en marge du Salon International de l'agriculture, le 27 février, à l'école d'agronomie de Paris, AgroParisTech. Thierry Doré, ingénieur agronome, a animé un débat entre Marc Dufumier, spécialiste en développement agricole dans le monde et Gil Rivière-Wekstein, spécialiste des questions agricoles et environnementales.

Partant du constat d'agricultures constamment en évolution, les deux spécialistes devaient démontrer en quoi le mode de production biologique constituait un espoir, ou non, pour le monde agricole. Tout en évitant le *“pour ou contre”* l'AB idéologique.

“Ce qui ne coûte pas cher nous renvient en fait très cher”

Thierry Doré a d'abord donné la parole à Marc Dufumier. Celui-ci a d'abord dressé un noir tableau : algues vertes sur les côtes, pesticides dans les fruits et légumes, désertification des campagnes, suicide des agriculteurs, ... Autant d'*“externalités négatives”* qui coûtent cher à la société, et qu'il aimerait voir prises en compte dans les comparaisons des performances économiques entre AB et agriculture conventionnelle. Il pointe du doigt une *“agriculture industrielle”*, qui a adapté son cahier des charges aux demandes des industries agro-alimentaires, vers des produits standardisés. Il regrette cette uniformisation également en sélection variétale, qui pour amortir le coût de la recherche, produit des variétés adaptées à un maximum de surface. Les spécificités des environnements locaux doivent alors selon lui être corrigées par l'utilisation d'intrants, ou par l'introduction de gènes de résistance. Les agriculteurs eux-mêmes ont

été poussés à se spécialiser. Il s'inquiète de voir des territoires entiers sans élevage, qui importent alors l'azote de gaz naturel russe, et pose la question de la performance économique de ces systèmes.

Pour y remédier, il prône une révolution technique, en maximisant l'utilisation des ressources naturelles renouvelables. L'énergie solaire, via la photosynthèse, avec une couverture du sol permanente. L'eau, en favorisant l'évaporation et minimisant le ruissellement, notamment en enrichissant les sols en humus. Il souhaite un usage de l'azote et du carbone *“en circuits courts”*, de l'étable aux champs. L'utilisation de l'azote de l'air doit également être maximale en intégrant des légumineuses dans les rotations. Enfin, il rappelle que des éléments comme le phosphore, dont les stocks mondiaux sont en baisse, peuvent être trouvés en profondeur par les racines des arbres. De plus, cette agriculture est créatrice d'emplois. Selon lui, ce qui ressemble le plus à cela, c'est l'AB. Et la chance de l'AB en France, c'est son logo, qui permet aux producteurs d'être mieux rémunérés. C'est sa faiblesse aussi : l'AB, c'est tout ou rien. Et souvent le saut technologique peut faire peur aux producteurs.

“Une agriculture du refus”

Quant à Gil Rivière-Wekstein, il considère que si l'AB n'est pas une chimère, elle est pour autant critiquable. Selon lui, les produits *“bio”* sont à la mode auprès des consommateurs pour trois raisons : ils seraient meilleurs pour la santé, pour l'environnement, et permettraient de soutenir des producteurs locaux. Or il constate que malgré le soutien politique apporté à ce mode de production, celui-ci ne décolle pas : son marché reste inférieur à celui des sandwiches tout prêts, par exemple. Il lui semble donc que les consommateurs ne retrouvent pas les qualités attendues dans les produits

“bio”.

De plus, si il ne nie pas que l'*“agriculture du futur”* aura besoin de plus d'agronomie, il pense que l'AB ne peut pas être cette agriculture d'avenir, car il la considère comme une *“agriculture du refus”* : refus des engrais, des produits chimiques en général, aujourd'hui, refus des bio-technologies. Pour lui, cela va plus loin : il s'agirait d'un refus de la mondialisation, de notre société moderne. Il se demande pourquoi l'AB devrait se priver de ces technologies.

“Je ne suis pas bio par religion”

Suite à ces exposés, Thierry Doré et la salle ont posé des questions plus précises aux spécialistes. L'agronome s'est d'abord tourné vers M. Dufumier pour rebondir sur la question de Gil Rivière-Wekstein : l'AB est-elle l'agriculture du refus ? Pourquoi l'AB se refuse-t-elle d'intégrer certaines technologies ? M. Dufumier a tenu à rappeler qu'il n'était pas un *“bio par religion”*, refusant tout le reste. Pour preuve, il trouve que la rémunération des services environnementaux par la PAC, allant par exemple à l'intégration de lumineuses dans les rotations, pour des producteurs conventionnels, va dans le bon sens. Par contre, concernant les OGM, il plaide le principe de précaution.

Accepter la société moderne vs travailler à la changer

A Gil Rivière-Wekstein, Thierry Doré a demandé si au fond, il ne considèrerait pas que l'AB n'apportait pas assez de valeur ajoutée pour être un véritable espoir. Le spécialiste a répondu qu'en effet, il fallait se poser les vraies questions : malgré le soutien politique en faveur de l'AB, celle-ci ne décolle pas, pourquoi ? Selon lui, qu'on le veuille ou non, ce qui évolue, c'est le prêt-à-manger. Vouloir changer cette tendance, c'est d'abord un projet politique, pas agricole.

Cette formule *“qu'on le veuille ou non”* a fait réagir M. Dufumier, qui y voit des propos de désespoir, conservateurs. Il a ajouté que c'était un mensonge qui portait tort à l'AB de dire que celle-ci recevait plus de soutiens : en termes de montants, les soutiens à l'agriculture industrielle sont bien plus élevés. Ce raisonnement ne permet donc pas de montrer que l'AB n'a pas décollé car elle serait

moins performante. Il a complété en montrant qu'il y a évolution, notamment dans la restauration collective. De nombreux opérateurs, des plate-formes locales, se sont créés, qui entrent en concurrence avec les circuits de distribution industriels.

Nourrir le monde dans 50 ans ?

A Gil Rivière-Wekstein, Thierry Doré a demandé si l'épuisement des ressources noté par M. Dufumier (cf. phosphore) ne l'inquiétait pas. M. Rivière-Wekstein a répondu que non : *“nous sommes sortis de l'âge de pierre, et il y a encore des pierres”*. Il veut dire par là que de tout temps, de nouvelles formes d'énergie ont été découvertes. Selon lui *“il est prétentieux de croire que nous sommes au bout de l'inventivité humaine”*. C'est pourquoi les bio-technologies l'intriguent : une multitude de nouvelles opportunités s'ouvrent. C'est aussi pour cela qu'il n'a pas d'inquiétude sur les possibilités de nourrir le monde dans 50 ans : on ne sait pas quelles technologies nouvelles seront alors à notre disposition.

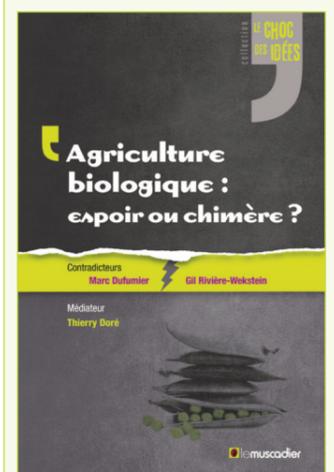
M. Dufumier quant à lui rappelle que ceux qui ont déjà faim aujourd'hui et dont le nombre explose sont les pauvres des pays du Sud, paysans ou habitants des bidonvilles. Or si il est vrai que les rendements de l'AB sont souvent moindres dans les pays du Nord, ce n'est pas le cas au Sud. Ces systèmes de production déjà *“bio”* pourraient voire leur productivité augmenter sans recours à de coûteux intrants, en suivant les principes agronomiques de l'AB : utiliser des légumineuses, des arbres, investir dans une charrette pour pouvoir transporter le fumier de l'étable aux champs, ... D'un point de vue économique, il ajoute que les paysans du Sud n'arrivent pas à supporter la concurrence de nos produits de l'agriculture industrielle, exportés à bas prix. Produire moins mais *“bio”* chez nous, et les laisser se protéger de l'importation de nos surplus pour développer une agriculture paysanne, *“bio”* elle aussi, seraient les deux facettes d'une même démarche, qui permettrait de nourrir le monde tout en le sauvegardant pour les générations futures.

Thierry Doré a conclu que force était de constater que le débat dépassait largement l'opposition sur l'agriculture biologique en soi. Gil Rivière-Wekstein critique plus son insertion sociale que l'AB en

elle-même. Quant à Marc Dufumier, ses propositions font appel à des idées qui ne sont pas spécifiques de l'AB (emploi de légumineuses, agroforesterie, droit des pays du Sud à se protéger de notre concurrence, ...). Cependant, les imprécisions concernant les limites de ce que l'on entend par AB semblent ramener invariablement à des débats idéologiques, qui ne permettent pas d'envisager de manière concrète le futur des agricultures, et risquent de mettre le citoyen mal à l'aise, se sentant obligé de prendre parti. Il a conclu en espérant que le débat, tout comme le livre, avait tout de même permis de sortir des débats habituels et d'apporter des éléments nouveaux, argumentés.

E.L.

Vient de paraître



L'agriculture biologique mise en débat

Longtemps considérée comme l'apanage d'une minorité d'originaux, l'agriculture biologique apparaît aujourd'hui comme une alternative de plus en plus crédible face à des modes de production intensifs. Ses défenseurs la décrivent comme une réponse efficace aux déséquilibres écologiques, économiques et sociaux induits par le système productiviste actuel. Ses opposants ne voient en elle qu'un refus systématique du progrès scientifique, et rappellent que des rendements élevés seront nécessaires pour nourrir une population mondiale en constante croissance. Quelle place pour l'agriculture biologique au XXI^{ème} siècle ?

Collection : Le choc des idées
Éditeur : Le muscadier
Nombre de pages : 128
Prix TTC : 9,90 euros